



Le quorum est atteint, séance ouverte à 9 h 44

Présentation des nouveaux membres : une suppléante UNSA, Mme Fabienne Latour pour agglomération de Tulle, un maire

Déclaration de Mme Taurisson, vice présidente CD

Moment important de dialogue. Education : plus sûr investissement pour l'avenir. Remercie les équipes. Ordre du jour : choix de calendrier anticipé pour permettre adoption de la dotation par le CD dès le mois de juillet pour visibilité budgétaire. 2,9 millions, augmentation de 2,12 %. Progression plus modérée mais volonté de maintenir effort et ce dans contexte budgétaire contraint pour les collectivités. 5 collèges en baisse en raison fonds de roulement. Règle de calcul conservée. Pas de dotation inférieure aux besoins en matière de fluide et énergie. Inflation : écoute des besoins. 945 000 euros d'aide complémentaire en avril dernier au CD : aides ciblées déplacements, transport, entretien. 600 000 destinée aux établissements confrontés en cours d'année aux difficultés liées à l'alimentation. Plus de 10 fois le montant de 2021. Pas d'établissement seul. Soutien aux familles pour restauration et internat. 228 000 pour 2026 dont 194 000 déjà versés. Plan bien vivre au collège avec priorités : modernisation du bâti, 37 millions sur 5 ans, 1 collège par an et par bassin réhabilité, adaptation espace extérieur au réchauffement climatique, maîtrise énergie, installation photovoltaïque avec intégration des économies dans les dotations, ex : collège de Beynat. Plan ambition numérique. Engagement pour les circuits courts vers objectifs 5 produits : porc, poulet, bœuf, œufs 100 % corréziens. Points de blocage levés avec les secrétaires généraux, réunion hier très positive. Augmentation des tarifs contenus. Objectif de – de 60 g gaspillé. Projet avec les collégiens. Lutte contre le harcèlement et les cyber violences. L'éducation ne saurait être une variable d'ajustement.

Déclaration CFDT/SGEN (à la surprise de la délégation majoritaire, le préfet donne la parole en premier au SGEN et le confirme lorsque nous intervenons)

Insiste sur spécificités de la ruralité et en particulier du transport scolaire

Déclaration FSU

« Avant déclaration liminaire de la FSU, première fédération syndicale dans l'éducation dans le département mais aussi en France, nous tenons à mentionner le fait que notre délégation est incomplète. En effet, notre collègue Mme Pineaud a appris ce matin qu'elle n'était pas remplacée. Le manque de remplaçants dans le département, résultat d'une politique de restriction budgétaire menée à l'échelle nationale, remet donc en question l'exercice du droit syndical et de la démocratie sociale.

Aujourd'hui, l'ordre du jour porte sur les dotations aux collèges du département. Nous ne pouvons pas nous féliciter d'une augmentation des dotations aux collèges inférieure à l'inflation. Nous constatons chaque jour sur le terrain l'insuffisance du budget des établissements scolaires et de

l'éducation nationale. Dans une période où les guerres multiples menées au mépris du droit international entraînent une augmentation des prix et donc des dépenses de fonctionnement des établissements scolaires, l'État doit prendre ses responsabilités et cesser de se reposer sur des collectivités territoriales aux moyens inégaux. Des investissements massifs dans l'éducation à la hauteur des besoins sont nécessaires. Il faut mettre fin aux politiques d'austérité.

Il faut mettre fin aux politiques d'austérité et c'est pourquoi la FSU s'est prononcée récemment contre les mesures de carte scolaire. Ces mesures se traduisent par la suppression de 5 postes dans les écoles et 12 dans les collèges et lycées. Elles détériorent les conditions de travail des élèves ainsi que celles des enseignants et aggravent le manque de remplaçants, au détriment de l'intérêt des élèves et de la vie des écoles, collèges et lycées corréziens. Dans chaque école, pour un enseignant absent et non remplacé, les conséquences sont immédiates pour l'ensemble des personnels et des élèves de cette école : répartir les élèves dans les classes (s'il y a la place...), déplacer le mobilier pour asseoir les élèves répartis, faire patienter ses propres élèves le temps de préparer des supports de travail. Dans les collèges et lycées, ce sont des semaines voire plus qui peuvent être perdues dans certaines disciplines.

Il faut mettre fin aux politiques d'austérité face à l'actualité du réchauffement climatique. L'urgence est celle d'une politique de rénovation et d'adaptation du bâti scolaire. Investir dans des bâtiments sobres, adaptés et résilients, c'est protéger en particulier les plus vulnérables, réduire la consommation énergétique et garantir la continuité du service public d'éducation face aux crises climatiques qui se multiplient et dont la fréquence et l'intensité vont encore augmenter. C'est également un enjeu de santé publique. Les écoles doivent être des espaces sains, favorisant le bien-être de toutes et tous.

Il faut mettre fin aux politiques d'austérité mais nous apprenons la baisse de la subvention du ministère de l'éducation à l'UNSS de 300 000 euros tandis que 36 milliards d'euros viennent d'être alloués aux armées et que le budget de la défense dépasse désormais celui de l'éducation nationale. Le service public du sport scolaire, auquel le Conseil Départemental de la Corrèze apporte son soutien, est déjà bien en peine depuis deux décennies pour maintenir une offre qui ouvre des perspectives émancipatrices aux élèves dont les familles sont éloignées de la pratique sportive et de la vie associative.

Il faut investir dans la santé mentale des jeunes et la protection de la jeunesse. Un rapport de santé publique France du 2 juin dernier précise par exemple que 14 % des collégiens présentent un risque important de dépression. Mais la communication du gouvernement à ce sujet ne suffit pas. Les équipes pluri professionnelles de terrain doivent être renforcées, leur présence doit être quotidienne.

Il faut investir pour abolir les violences faites aux femmes et aux enfants dont l'ampleur ne cesse d'être rappelée par l'actualité. De réels moyens en terme de formation et de suivi doivent être apportés pour l'application effective des programmes d'EVAR-S. La FSU appelle également à l'adoption d'une loi intégrale contre ces violences qui passe par un renforcement des moyens de la justice.

Il faut investir dans l'éducation car il faut plus d'humain dans les établissements scolaires. Or dans le département, la suppression de l'accueil en journée par des personnels du conseil départemental est désormais une réalité effective. La diminution programmée du nombre de postes d'agents dans les collèges entraîne une intensification et une désorganisation des tâches de ces personnels. Des portails électroniques, des serveurs téléphoniques ne remplaceront jamais la présence humaine nécessaire.

Il faut investir en particulier pour les élèves à besoin particulier. Les mobilisations menées, comme celle de la semaine dernière à l'appel d'une intersyndicale large, permettent de poser une nouvelle fois la question des conditions d'exercice de leurs accompagnant.es, les AESH. Mais le ministère continue de parler au conditionnel de ce statut. Les AESH ont besoin de temps complets, de vrais

salaires et d'un statut de catégorie B. La FSU est particulièrement attachée à une école inclusive de qualité dans le respect des personnels, des élèves et de leurs familles. Or la mise en place des PAS ne saurait être une réponse adaptée aux difficultés rencontrées au quotidien dans l'accueil et l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Ces dispositifs englobent plus d'établissements donc, de fait, plus d'élèves sans augmentation proportionnée des moyens alloués. A la FSU, nous continuons de dire que le Service Public n'est pas un coût mais un investissement, qu'il constitue une part de la réponse aux crises politique, sociale et climatique que nous traversons, qu'il est la richesse de celles et ceux qui en ont le moins et que pour toutes ces raisons, nous devons le défendre et le renforcer. »

Déclaration FO : PLM 36 milliards euros pour armée et -6 milliards pour sécu / Militarisation de la jeunesse / Etat d'alerte / embrigadement jeunesse / Cessez le feu en Ukraine, Liban etc. / Augmentation du point d'indice / des salaires / élèves fonctionnaires sous le smic / Blocage prix pétrole / Fin des PAS qui contournent les notifications MDPH / 480 PAS à la rentrée dernière, plus de 1000 à la suivante / Création de postes dans socio-médical et remplaçants / Statut pour 20 % des AESH. Et les autres ? / AED : création de postes, statut / grille salariale nationalement / Retrait de parcours sup et mon master / Rassemblement le 24 juin / ODJ (enfin) : Budgets collèges insuffisants / politique du fonds de roulement critiquable / bâti et canicule / provocation des recommandations de Geffray (ouvrir les fenêtres la nuit) / Mandats FO répétés avec en plus retraite

Pas de déclat UNSA

Réponses du DASEN

multiplication à venir des événements climatiques. Plans de rénovation du bâti lancé. Le DASEN affirme qu'il a conscience de l'urgence et, comme cela a été dit en FS, qu'il fait preuve de pragmatisme dès que situations remontées. Les épreuves d'examen le matin dans la mesure du possible. PAu sein du département, conseiller technique psy qui prendra ses fonctions le 1^{er} septembre rattaché à la DSDEN et présent sur le terrain. Actuellement psy 2nd degré sur Ussel. Devra accompagner toutes actions sur la santé mentale. Le DASEN fait une réponse à la FSU en disant qu'il n'y a pas d'entrave aux droits syndicaux car Mme Pineaud devait bien être remplacée mais que le remplaçant s'est désisté le matin même.

Réponse du Préfet

Bâti scolaire à rénover. Effort de l'État avec le fonds vert. Priorité sur le bâti scolaire. Mais bon sens nécessaire, même si cela peut paraître ridicule de le rappeler : il faut aérer, boire régulièrement. Rappel nécessaire des recommandations de bon sens de nos grands parents.

Présentation des budgets collèges pour la rentrée à venir par M.Ruggiero (cf document de travail)

5 collèges voient leur DPF baisser / 1 collège voit sa DPF reconduite (cité scolaire) / 6 collèges voient leur DPF stabiliser / 13 collèges voient leur DPF augmenter

ABST : 7 (dont FO – FSU) POUR : 10 (dont UNSA-SGEN) CONTRE : 0

Sur transport scolaire agglomération de Tulle : 9 lignes avec moins de 4 élèves dans les bus. Possibilité utiliser personnel pour ces déplacements. De moins en moins d'enfants prennent le transport scolaire. Réponse préfet DASEN : cadre de l'observatoire des dynamiques rurales. Objectifs : moins d'enseignants isolés, pas une école par village.

Nomination des DDEN

CONTRE : 0, ABST : 0

Intervention maire de Neuvic : Question non remplacement à Neuvic depuis la fin du mois de mai.

Réponse du DASEN : connaît la situation, ne nie pas. 10 à 20 classes non remplacées par jour. Sur le papier bien calibré (100 par jours) mais quand on retire temps partiels, réglementaire, à peine 40 remplaçants disponibles et remplacement des congés longs → 30 dispo. Pour Neuvic on regarde de près pour mettre un poste pérenne

Intervention FSU : le National ne met pas les moyens. Il devrait voir que 100 personnes sur papier c'est 30 sur terrain. Tous les remplacements devraient être effectifs. Les 20 classes pas remplacées ont été dépassées par moment.

PEP 19 : intervention en faveur des PAS. Ne pas opposer leur ouverture au manque de places dans le médicosocial